

LA FORMATION RESTE SUR LA LIGNE TRACÉE PAR HACHEMI CHERIF

Le MDSL appelle à «un boycott massif, actif et pacifique»

Le Mouvement démocratique social et laïque (MDSL), formation née de la scission du Mouvement démocratique et social de feu Hachemi Cherif, appelle à un «boycott massif, actif et pacifique de l'élection présidentielle du 9 avril 2009».

Tarek Hafidh - Alger (Le Soir) - «Ces derniers temps, plusieurs écrits de personnalités indépendantes et de la mouvance démocratique appellent au boycott de l'élection présidentielle d'avril 2009, envisagent de se retirer du Parlement et avancent même l'idée d'une transition politique. Pourtant, dans un

passé encore récent, ces personnalités et partis politiques s'étaient particulièrement investis dans les processus électoraux ou avaient été membres de gouvernement de l'actuel président», souligne, dans un communiqué de presse, le comité national de préparation des assises du Mouvement

démocratique social et laïque. «Le MDS historique, quant à lui, s'est toujours inscrit en faux contre toutes les manœuvres politiques destinées à maintenir le système rentier et corrompu et à blanchir les assassins et leurs commanditaires par la rahma, la réconciliation nationale ou la concorde civile. Le PAGS, Ettahadi et le MDS, dirigés par notre regretté Hachemi Chérif et aujourd'hui le MDSL, ont toujours appelé au boycott de ces

élections, qu'elles soient présidentielles, législatives, ou des consultations par voie référendaire».

Malgré toutes les critiques formulées envers les personnalités et partis du clan démocratique, le MDSL estime nécessaire la tenue «d'assises républicaines» tout en instaurant «une transition qui devra déboucher sur une nouvelle constitution et de nouvelles institutions démocratiquement élues».

T. H.

PRODUCTION DE L'INFORMATION STATISTIQUE

Karim Djoudi recadre les missions de l'ONS

L'Office national des statistiques (ONS) exerçait-il ses missions en matière de production et diffusion de l'information statistique de manière satisfaisante ? Non, au regard des critiques tacites du ministre des Finances à l'adresse de cet office dont il a installé hier le nouveau directeur général et recadré ses missions.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Deux mois après avoir installé le Conseil national des statistiques (CNS), le ministre des Finances, Karim Djoudi, a procédé hier au nouveau siège de l'Office national des statistiques (ONS) à l'installation du directeur général de cet office. En remplacement de Mohamed Boumati, admis à la retraite, Mounir Khaled Berrah (PHD), spécialiste en modernisation et analyse numérique, prend ainsi les



Karim Djoudi très critique envers le précédent DG.

rènes de l'ONS qui relève du planification et à la prospective (CGPP). A cette occasion,

le ministre des Finances a rappelé que l'installation du CNS, en charge de la définition de la politique statistique, de la coordination des politiques sectorielles et de la normalisation, et celle du DG de l'ONS, confortent le processus de consolidation du système national de l'information statistique. A propos de l'ONS, Karim Djoudi en a rappelé, voire recadré la mission à mener «convenablement et totalement», à savoir la production d'une information «opportune et de confiance» mais aussi «fiable», «affinée» et régulièrement disponible».

Ce qui est à même de permettre, dira-t-il, l'efficacité et la responsabilisation de l'action gouvernementale, son efficacité et son efficacité, ainsi que la mise en œuvre et l'évaluation de la politique économique.

Comme il s'agit pour l'ONS, qui dispose de données, de personnels et d'annexes régionales, de se «démultiplier» et de «renforcer» son programme de formation. Des rappels qui sonnent comme une critique tacite de l'action menée auparavant par cet office, voire un rappel à l'ordre.

Cela même si Karim Djoudi a relevé «la qualité de travail» accompli par le directeur général partant dont l'expertise reste utile ailleurs.

Cela étant, le ministre des Finances, peu explicite, a indiqué que l'actualisation de la base de référence de l'indice des prix se poursuit, en vue de mieux appréhender le comportement des agents économiques et percevoir l'évolution des indicateurs économiques.

C. B.

PROTECTION CIVILE

11 129 interventions en une semaine

Les services de la Protection civile ont enregistré 11 129 interventions entre le 7 et le 13 février courant. Dans le lot, il a été recensé 419 accidents de la circulation qui ont causé la mort de 29 personnes et blessé 516 autres. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 8 372 évacuations sanitaires, avec des soins prodigués à 7 106 individus. 165 personnes ont été retrouvées mortes. Les gaz de monoxyde de carbone continuent de faire des victimes. Pas moins de 21 interventions ont été menées durant la même période pour porter secours à des personnes victimes d'asphyxie. Cinq d'entre elles sont malheureusement décédées, par intoxication au monoxyde de carbone, alors que 32 autres ont pu être sauvées. En ce qui concerne les incendies, il a été dénombré 131 feux de nature urbaine et industrielle et 159 autres d'origines diverses. Un communiqué de la direction générale de la Protection civile fait état de 2 007 interventions effectuées au cours de la même semaine. Il s'agit d'opérations d'assistance à des personnes en danger et autres actions en rapport avec le domaine d'activité des pompiers.

N. M.

BORDJ-BOU-ARRERIDJ L'ex-P/APC

de Bordj-Ghedir innocenté par la justice

L'affaire de l'ex-maire de la commune de Bordj-Ghedir, qui traîne en justice depuis quelques mois, vient d'être jugée et donc définitivement close en raison de la dégradation de l'état de santé de l'accusé. Ainsi, le tribunal de Mansoura a prononcé le verdict final qui innocent le mis en cause, lequel était accusé de mauvaise gestion et de gaspillage des deniers publics. Rappelons que le concerné avait, contrairement aux accusations portées contre lui, récupéré plusieurs surfaces inexploitées, qui faisaient l'objet de projets opportunistes de certains individus malintentionnés, les transformant en espaces verts dans l'intérêt général, et que le mis en cause n'était que la victime de conflits politiques au sein de l'Assemblée populaire communale de Bordj-Ghedir, avait soutenu son avocat.

Saâdène Ammara

EL-TARF

Vol du transformateur de l'hôtel des finances

Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, le transformateur de l'hôtel des finances, qui englobe les directions des Impôts, du Trésor, des Domaines et le contrôle financier, a été volé dans la nuit de dimanche à lundi.

Cet acte, d'une extrême gravité, s'est déroulé en plein centre-ville, et de plus, plusieurs gardiens de nuit sont affectés dans cet hôtel, en plus de ceux de la Sûreté nationale, indique-t-on. Il faut savoir que les cambrioleurs ont eu toute latitude pour commettre leur forfait sans être inquiétés du fait que la porte principale de la chambre, abritant les installations de Sonelgaz, donne directement sur le trottoir jouxtant la RN 44.

Par ailleurs, nous avons appris que les services de la police ont ouvert une enquête pour arrêter les auteurs de cet acte alors que les éléments, de la Sonelgaz sont, de leur côté, à pied d'œuvre pour l'installation d'un nouveau transformateur afin de permettre aux services administratifs des différentes directions de fonctionner.

Daoud Allam

LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET L'ÉVASION FISCALES

Le service des investigations opérationnel fin 2009

Le service national des investigations fiscales, chargé de mener des enquêtes pour identifier les sources d'évasion et de fraude fiscales, sera opérationnel avant la fin de l'année 2009. En marge de la cérémonie d'installation du nouveau directeur général de l'Office national des statistiques (ONS), le ministre des Finances, Karim Djoudi, a indiqué que son département est en train d'élaborer les textes d'application et de constituer ce service. «Nous espérons qu'il sera opérationnel avant la fin de l'année 2009», a assuré Karim Djoudi à propos de ce service dont la création a été prévue par la loi de finances 2009.

Rattaché à la Direction générale des impôts, ce service assure la mission d'identification et la quantification des personnes physiques et morales qui «échappent partiellement ou totalement à l'impôt». En rappelant que le gouvernement s'attelle, selon son représentant, à réduire la pression fiscale, faciliter la perception de l'impôt et lutter contre la fraude fiscale.

C. B.